

LE DÉCHET EST-IL LE PÉTROLE DU 21^{ÈME} SIÈCLE ?

Et si nos poubelles valaient de l'or ? C'est la conviction de Jean-Baptiste Sandoz, fondateur de Compagnie Project, spécialiste de l'économie circulaire. Entrepreneur de terrain avec 33 collaborateurs, il développe des solutions concrètes pour réintégrer les matières dans l'économie réelle. Ambassadeur français du Climate Pact européen et expert auprès de la Commission, il défend une vision sans fard : la France a encore de sérieux progrès à faire en matière de recyclage.

Informations Entreprise : Jean-Baptiste Sandoz, Compagnie Project en un pitch ?

Jean-Baptiste Sandoz (Fondateur) : Compagnie Project est une société spécialisée dans l'économie circulaire. Son principe est simple : considérer le déchet comme une ressource plutôt que comme un rebut à incinérer ou à enfouir. Nous menons des études, réalisons des tests, structurons des filières et développons des solutions opérationnelles pour transformer les déchets en matières premières réutilisables. Ce qui fonctionne à petite échelle, sur les plans économique, social et écologique, peut ensuite être déployé à plus grande échelle.

Quel est l'état réel de l'économie circulaire en France aujourd'hui ?

Nous avons fait un sacré bond ces dernières années, c'est indéniable. Mais nous restons freinés par la réglementation et certaines politiques en place. Faire émerger l'économie circulaire face à une économie linéaire installée depuis des décennies, ce n'est pas simple. Pour les grands groupes, la transition représente des investissements conséquents. Et si je dois être franc : la France progresse, mais elle reste en retard par rapport à certains pays européens.

Quels pays font figure de champions ?

Les pays scandinaves, les Belges, et surtout les Allemands. Ils ont une maîtrise de l'économie circulaire bien plus avancée que la nôtre. C'est culturel chez eux. En Allemagne, le premier réflexe du consommateur, c'est la seconde main. S'il ne trouve pas, alors il achète du neuf, mais en faisant attention à la ma-

tière. Nous en sommes encore très loin. C'est ce réflexe que nous essayons de faire émerger.

Sur quelle filière parieriez-vous pour les années qui viennent ?

Le plastique, sans hésiter. Il se retrouve dans tous les déchets qui nous entourent : les PMCB, les D3E, les TLC, notre quotidien. Et la logique est imparable : plutôt que d'aller chercher du pétrole pour créer des polymères, autant récupérer les déchets, les retransformer en polymères ou en monomères, et les réintégrer dans l'industrie.

Des innovations technologiques peuvent-elles changer la donne ?

Oui, notamment dans le recyclage des plastiques. Je pense par exemple à Monomérus Chemicals, start-up basée à Lille et soutenue par Time for the Planet. Son procédé ionique permet de recycler des plastiques que les technologies mécaniques ne savent pas traiter, en les retransformant directement en monomères. Ce n'est pas du CSR - combustible solide de récupération - mais un procédé chimique propre, particulièrement vertueux.

On parle beaucoup de matières premières secondaires. La demande industrielle est-elle au rendez-vous ?

Oui et non. La demande progresse, notamment sous l'impulsion de la réglementation européenne qui impose l'intégration d'une part de matières recyclées. Cela a permis d'accélérer le mouvement. Mais dans les faits, l'économie circulaire reste encore perçue comme plus coûteuse, un peu comme ce fut le cas pour le bio à ses débuts.

Pourtant, sur le plan technique, la revalorisation ne coûte pas davantage que l'extraction et la transformation d'une ressource vierge.

Il subsiste cependant une distorsion de marché : aujourd'hui, le granulé de PET recyclé reste parfois plus cher que la matière vierge.

D'où vient cette distorsion ? Du coût de transformation ou d'autre chose ?

Il existe une inertie de marché et des intérêts économiques historiques qui favorisent encore la matière vierge.

Le modèle industriel mondial s'est construit sur l'économie linéaire pendant des décennies.

Faire évoluer cette structure demande du temps, des investissements et un alignement réglementaire et économique plus cohérent.

Les grands secteurs : automobile, BTP, biens de consommation, sont-ils prêts à intégrer massivement des matériaux recyclés ?

C'est encore très marginal. Prenons l'automobile : pour fabriquer un pare-chocs en matière recyclée, il faut passer une multitude de tests avant qu'il puisse être intégré à un véhicule. C'est un problème de normes. Les normes européennes sont complexes et évoluent constamment, et les normes françaises sont parfois encore plus contraignantes. Juste pour obtenir une ICPE en France, il faut compter entre quatorze et dix-huit mois en moyenne. En Belgique ou en Allemagne, c'est trois fois moins. Cette lenteur administrative ralentit fortement la réindustrialisation circulaire.

Qu'est-ce qui freine l'émergence d'une vraie filière 100 % circulaire ?

Nous tentons de lever les blocages en agissant localement, convaincus que l'impact global passe par le terrain. L'enjeu n'est pas de créer une filière unique, mais des multi-filières. La France compte aujourd'hui 24 filières REP : nous payons des éco-contributions pour que les déchets soient collectés et recyclés. Est-ce que ça fonctionne ? Oui et non. Les collecteurs ne viennent pas toujours - Olivier Salleron, à la tête de la filière BTP, le souligne lui-même. Résultat : le citoyen paie plusieurs fois sans le savoir - à l'achat, via la taxe locale sur les déchets - tandis que la France doit verser chaque année environ 1,4 à 1,6 milliard d'euros au titre de la contribution européenne sur les plastiques non recyclés.



Bio Express

Jean-Baptiste Sandoz est fondateur de Company Project, groupe industriel et stratégique dédié à l'économie circulaire et à la transformation des déchets en ressources. Ancien marin pêcheur, il développe une approche "terrain", basée sur une logique simple : problème observé > solution opérationnelle. Expert en économie circulaire auprès de la Commission européenne, il est également Ambassadeur français du Pacte Climat européen, mobilisé pour faire le lien entre réalités de terrain, politiques publiques et réindustrialisation.

Compagnie Project, c'est 33 personnes. Comment recrutez-vous et fidélisez-vous vos talents ?

Ça n'a pas été simple. Au début, j'étais seul. Mais l'avantage, c'est que nous offrons des perspectives : ma toute première employée dans une société de nettoyage est aujourd'hui devenue présidente. Nous n'oublions pas d'où nous venons. Nous pratiquons l'inclusion en intégrant des personnes en pré-retraite ou en reconversion. Chacun est impliqué et informé des orientations de l'entreprise.

À partir de quand un projet circulaire devient-il vraiment industriel ?

Le seuil est déterminé par le tonnage de déchets que l'on parvient à récupérer et à sécuriser dans le temps. C'est ce qui distingue l'artisanal du semi-industriel et de l'industriel. Je suis convaincu que celui qui structure correctement ses flux et ses débouchés deviendra industriel, contribuant à la réindustrialisation de la France. Il existe encore des gisements de niche qui ne sont pas pleinement valorisés. Le but de l'économie circulaire n'est pas de prendre le marché des acteurs existants, mais d'intervenir en complémentarité, pour traiter ce qui ne l'est pas encore.

Le mot de la fin ?

Il faut réunir tout le monde autour de la table : collectivités, industries, artisans. Dire « voilà ce que je peux apporter » et travailler en synergie. C'est ce que nous faisons, et cela fonctionne. Quand on me demande comment j'ai réussi à fédérer tout ce monde, je réponds que je suis allé les voir au culot. Et ça fonctionne.

Concrètement, que changent vos solutions pour vos clients ?

Le premier avantage, c'est le coût. Notre prix pour le matériau recyclé sera inférieur à celui de la matière vierge, avec une marge tout à fait correcte. Sur le plan technique, nous sommes en amélioration continue. Nous avons créé un consortium avec l'INSA Strasbourg et l'Institut Carnot MICA - chimie, électrotechnique, mécatronique... - pour obtenir un granulé recyclé au plus proche des standards industriels. Certaines matières seront même transformées en filaments pour l'impression 3D.

L'économie circulaire est-elle économiquement viable ou reste-t-elle sous perfusion d'aides publiques ?

Au niveau local, elle peut être très viable selon la typologie des déchets. Pour créer des semi-industries ou des industries, une aide au démarrage est nécessaire, comme pour n'importe quelle industrie classique. Mais une fois structurée et montée en puissance, elle peut devenir très rentable.

Quel rôle jouent les collectivités locales ?

Elles sont le premier moteur de l'économie circulaire. Il faut partir du local pour avoir un impact global, je ne le dirai jamais assez. Nous travaillons

avec les collectivités, les mairies, les artisans. Exemple : Certain bois retraité pour fabriquer du mobilier extérieur au lieu d'acheter du neuf, des métaux réintégrés dans l'artisanat... Tout cela permet de créer une semi-industrie, voire des industries, en partant du terrain. Plusieurs régions, comme le Grand Est, la région PACA ou le nord de la France, manifestent un réel intérêt pour ce type d'accompagnement.

Qu'est-ce qui manque pour accélérer ?

Une vraie volonté politique, mais surtout davantage de stabilité et de lisibilité. Les changements fréquents de gouvernance ralentissent les projets : lorsqu'un dossier change d'interlocuteur, il faut souvent repartir de zéro. Cela crée de l'attentisme et retarde les décisions d'investissement.

Et les banques ?

Elles commencent à financer des projets à impact, mais elles pourraient aller plus loin sur l'économie circulaire. Le modèle économique dominant reste encore largement linéaire, ce qui crée une certaine prudence vis-à-vis des projets circulaires. Pourtant, le secteur peut être rentable une fois structuré. Il existe encore une forme d'inertie dans le mouvement, alors même que les enjeux sont économiques, industriels et générationnels.